



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1945 - 11 janvier 1995 - 8 F

D 1945 **AMÉRIQUE LATINE** : LES TRÈS SECRÈTES CONFÉRENCES DU RENSEIGNEMENT D'ÉTAT

L'organisation militaire de la "lutte anti-subversive" en Amérique latine a commencé en août 1960, soit vingt mois après la victoire de Fidel Castro sur Fulgencio Batista à Cuba (cf. DIAL D 1943). L'instance supérieure de cette organisation a été la "conférence des armées américaines" (CEA) rassemblant périodiquement les représentants des armées d'Amérique du Nord, du Centre, du Sud et des Caraïbes, sauf Cuba évidemment. En 1968, une structure parallèle et opérationnelle était créée: la "conférence du renseignement des armées américaines" (CIEA)) (cf. DIAL D 1338). En 1975 naissait la coordination continentale des services de renseignement militaires (cf. DIAL D 1781), suivie aussitôt de "conférences bilatérales du renseignement" nombreuses et régulières (cf. DIAL D 1905). Un "cours supérieur du renseignement d'État" voyait le jour à Buenos-Aires, dans le cadre de la tristement célèbre École de mécanique de la marine de guerre d'Argentine.

Les documents secrets présentés ci-dessous proviennent des archives gouvernementales du Paraguay récemment découvertes (cf. DIAL D 1767). Leur présentation est tirée du livre édité en 1994 sous le titre **Es mi informe... Los archivos secretos de la Policía de Stroessner**, par le Centre de documentation et d'études d'Asunción, au Paraguay (Intertitres de DIAL).

Note DIAL

LES CONFÉRENCES BILATÉRALES DU RENSEIGNEMENT

(1 - Les conférences bilatérales Paraguay-Argentine)

En 1977, la sécurité paraguayenne se glorifiait - non sans raison - devant le gratin des services du renseignement militaire d'Argentine d'avoir réussi à contrôler les activités de l'opposition allégrement appelée "subversion".

"(...) La subversion dans notre pays, il faut le souligner, a échoué. La raison en est simple. Le Paraguay est parvenu à structurer ses divers services de sécurité avec une notable efficacité organisationnelle et selon des méthodes modernes. C'est le résultat de la collaboration de personnes sélectionnées à la militance anticommuniste éprouvée. Sur un autre plan, les divers services font preuve de cohésion et d'une participation manifeste grâce à quoi la collaboration est constante et l'échange des informations, efficace. Au niveau du renseignement il n'y a ni failles ni conflits de juridiction. L'ennemi est dans la mire de tout le monde et, face à lui, nous nous sentons avant tout paraguayens et sentinelles vigilantes de notre manière d'être et de la légitimité de notre destin national. (...)"¹

¹ Dossier 147. Exposé de Pastor Coronel intitulé "Activités subversives dans le pays", lors de la conférence bilatérale du renseignement des armées du Paraguay et d'Argentine, qui s'est tenue au Cercle militaire, naval et aéronautique d'Asunción en septembre 1977. L'invitation faite au chef des enquêtes se trouve dans le dossier 246, page 1692.

La nécessité d'un effort conjoint des forces de sécurité était justifiée par le fait de la coordination des opérations des mouvements de guérilla du continent. Du moins est-ce ainsi que l'a présenté la délégation paraguayenne dans l'ordre du jour de la 7e conférence bilatérale du renseignement entre les armées du Paraguay et de l'Argentine. Le document, classé "Secret" à chacune de ses trente pages, l'explicitait:

"(...) On ne peut nier la nécessité d'une coordination efficace des activités de renseignement entre les armées du Paraguay et de l'Argentine, comme étant le meilleur moyen de réduire les chances de succès des plans élaborés par les groupes subversifs (...). Malgré la réelle efficacité des organismes de sécurité de chaque pays, on ne peut non plus nier les efforts évidents déployés par ces forces négatives pour élargir leur marge d'action; elles n'ont pas trouvé pour cela un meilleur moyen que celui de la coalition avec des forces subversives d'autres pays, en dépassant les frontières nationales et en essayant de se constituer en mouvement continental. Tous éléments qui, selon les informations disponibles, sont pleinement confirmés au niveau des liens et des soutiens entre les groupes subversifs du Chili, du Paraguay, de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, de l'Uruguay et d'autres pays. (...)" ²

En envoyant une invitation au surintendant de la sécurité fédérale à venir à Asunción en 1976, Pastor Coronel expliquait:

"(...) Quant à votre distinguée visite, je tiens à vous faire savoir qu'elle se solderait par d'utiles résultats pour nos institutions militaires, pour nos pays et nos gouvernements, compte tenu surtout de la nature similaire de nos engagements dans ce combat face aux défis qui, au Paraguay comme en Argentine, ont la même origine et nourrissent les mêmes projets de désagrégation et de destruction des institutions qui sont à la base du mode de vie de chacun de nos pays.

"En ce sens ce n'est plus un secret que le fait de l'internationalisation de la délinquance et de la violence à finalités politiques, étroitement liées l'une à l'autre, ce qui nous contraint également à penser à une internationalisation des méthodes de défense que la Constitution et les lois mettent entre nos mains. (...)" ³

Une prétendue Junte de coordination révolutionnaire (JCR) serait l'organisme réunissant les mouvements révolutionnaires de gauche de ces pays-là. Selon le point de vue paraguayen, la JCR a été organisée à Paris en fin 1973, et elle a transféré son siège en Argentine en février 1974⁴. Un document non signé analysait les ripostes possibles à cette association de la guérilla de gauche appelée "Junte":

"(...)

3 - Conclusions

a) Nous sommes devant un fait irréversible, réel et parfaitement opérationnel.

b) Des guérilleros de quatre pays déjà intégrés. Des organisations intéressées et en train de déclencher des opérations dans des pays connus pour leur militance anti-extrémiste, comme c'est le cas du Paraguay où elles cherchent à pénétrer en exploitant habilement et sans raison manifeste les ressentiments politiques et les fragilités sociales.

c) Inexistence d'un système intégré, unifié et programmé aux plus hauts niveaux du gouvernement, qui permettrait de disposer des armes suffisantes pour combattre en profondeur les organisations extrémistes. (...)

e) Savoir que le combat que nous avons aujourd'hui à livrer exige de l'intelligence, c'est-à-dire de combattre sur tous les aspects de la réalité nationale (politiques, économiques, religieux, intellectuels, syndicaux et psychologiques) (systèmes de communication sociale de masses) avec cette idée claire que le succès viendra de 80 % d'intelligence vraie et avisée et de 20 % seulement d'action (exécution)." ⁵

² Dossier 1008, page 1344.

³ Armoire 1, document non classé, 28 mai 1976.

⁴ Dossier 1008, page 1347.

⁵ Dossier 245, page 1612.

Après s'être livré à une vaste analyse sur la situation de la guérilla dans le continent, le document exalte les vertus du traditionalisme et du nationalisme paraguayens, avec une profusion d'expressions telles que "l'être national et son existence", "les valeurs suprêmes de la paraguayenneté", "l'âme de la race autochtone", "le sens du pays et de la patrie". Finalement sont présentées ces "recommandations":

"(...)

1. Échange direct d'informations.
2. Contacts techniques et personnels.
3. Programmes des réunions conjointes pour traiter des questions de sécurité dans les zones de Yacyreta-Apipe et de Corpus, en particulier avec la participation des membres de la sécurité de l'entreprise.
4. Échange de doctrines, d'organisations et d'instructions.
5. Possibilité d'élargir le caractère bilatéral des conférences du renseignement.(...)" ⁶

Les recommandations de la délégation paraguayenne ne sont pas restées à l'état de simples souhaits. Dans les deux années suivantes, les agents multinationaux de l' "Opération Condor" allaient surveiller, séquestrer et assassiner dans tout le Sud du continent sans qu'aucune frontière ne leur fasse obstacle.

(2 - La coordination inter-Etats à partir de 1975)

En octobre 1975 s'est tenue à Santiago du Chili la "Première réunion nationale de travail sur le renseignement", avec la participation de représentants de plusieurs armées sud-américaines.

Un document de travail émanant de la Direction du renseignement nationale (DINA) chilienne, aux ordres du colonel Manuel Contreras Sepúlveda, a été conservé dans les archives paraguayennes. Dans ce document classé "Secret", les maîtres de maison proposent de concrétiser l'échange d'information en créant un Bureau de coordination et de sécurité reposant sur trois bases:

"(...)

A. Banque de données

Constituer dans un des pays qui sont ici représentés des archives centralisées sur les antécédents d'individus, les organisations et les autres activités en lien direct ou indirect avec la subversion.

Dans ses lignes générales, quelque chose de semblable à Interpol, à Paris, mais appliqué à la subversion.

B. Centrale d'informations

(...) A titre d'exemple le système pourrait s'organiser sur la base de:

1. Transmission par télex.
2. Techniques de cryptographie.
3. Téléphones avec modulateurs de voix.
4. Courriers .

Ce système doit être manié, financé et alimenté par les services de sécurité des pays intéressés, selon un règlement à établir.

C. Réunions de travail

Pour l'évaluation des services offerts par le Bureau de coordination et de sécurité, traiter les problèmes spécifiques; organiser des contacts de coordination ou pour la connaissance personnelle; programmer des réunions de travail dans les pays dont les services de sécurité seront partie prenante du système.

Il faut également encourager des réunions de travail bilatérales ou extraordinaires en fonction des exigences de la situation. (...)" ⁷

⁶ Dossier 1008, page 1377.

⁷ Dossier 245, page 156.

Les militaires paraguayens se sont réunis périodiquement en conférences bilatérales avec les armées des "pays amis":

*"Commandement en chef des Forces armées de la nation
État-major général
Ile Département*

27 avril 1976

Note n°: B/310

Objet: Demande dz participation et présentation de l'ordre du jour

Destinataire: général de division Francisco A. Brítez B.
chef de la police de la capitale

J'ai le plaisir de m'adresser au chef de la police pour vous faire savoir que la 4e conférence bilatérale du renseignement entre les armées du Paraguay et du Brésil se tiendra du 3 au 7 mai de cette année.

Le Département du renseignement de votre corps préparera pour cette conférence le sujet suivant: Lundi 3, 16 H 00/16 H 45, activités subversives intérieures et connexions avec l'étranger depuis novembre 1974 jusqu'à la présente date.

Par ordre du commandant en chef
Alejandro Fretes Dávalos
général de division
chef de l'ES.MA.GEN.FA" 8

Dans un autre dossier des archives on trouve le brouillon de la conférence de Brítez Borges. Après une présentation des "mouvements subversifs" qui agissaient dans le pays, le chef de la police paraguayenne insiste sur les avantages de la coopération internationale:

"(...) Mes paroles finales seront pour attirer l'attention sur une conclusion importante. Pour le moment les effets de ces mouvements, nous, Paraguayens, les ressentons à l'échelle nationale. Mais nous n'ignorons pas que la conspiration est à l'échelle internationale. Le Paraguay, en raison de sa position traditionnellement anticommuniste et de sa situation géographique stratégique, est le pays cible du moment. Si le marxisme s'installe ici, les arrières de nos voisins en seront menacés.

D'où la nécessité d'une collaboration étroite, franche et souple qui n'est pas une aide de tel à tel, mais une autodéfense comme lot de tous, dans la commune nécessité de défendre nos institutions et notre mode de vie.

Pour le moment, même livrés à nos propres forces, notre confiance est totale. Nous ne croyons pas qu'il existe des forces capables de briser la solide cohésion de 84 % du peuple noyauté dans le Parti colorado, avec les Forces armées de la nation en état d'alerte et parfaitement disciplinées." 9

L'année suivante Pastor Coronel tiendrait devant les représentants de l'armée argentine un discours similaire:

"(...) Ce qui est clair, ce qui est catégorique, ce qui est prouvé c'est que, actuellement, tout ce qui a trait à la subversion armée au Paraguay, quelle que soit sa structure ou sa couleur, dispose d'un important soutien du Parti communiste argentin, y compris financier. C'est ce même Parti communiste qui, dans le pays frère, à usage interne, condamne le péronisme subversif, désapprouve les méthodes de l'ERP et des Montoneros¹⁰, mais soutient résolument la machinerie de la subversion au Paraguay.

8 Dossier 246, page 1650

9 Dossier 147, année 1976. Document de 13 pages avec entête du département des enquêtes.

10 L'ERP, Armée révolutionnaire du peuple, marxiste-léniniste, née en 1970. Les Montoneros, mouvement né en 1970 dans la mouvance "jeunesse" du péronisme et passé à la clandestinité en 1974 (cf. DIAL D 112 et 166) (NdT).

Amis argentins, je pense vous avoir brossé un portrait le plus clair possible de la subversion au Paraguay. Nous sommes engagés dans un combat pour le renforcement de nos institutions, pour la défense de nos conquêtes sociales, économiques et politiques, et pour le maintien de cet état de paix qui résulte du développement harmonieux et dynamique de notre patrie. Nous connaissons le danger que représente la subversion et nous accompagnons avec sympathie les bons Argentins qui luttent dans les villes et les montagnes contre l'agression rouge. (...)

Aussi aspirons-nous vivement à ce que la nation argentine triomphe dans cette tâche et que, en écho à ce triomphe, nous échangeons nos expériences et nos leçons pour mieux garantir notre liberté commune et notre destin commun de peuples frères, libres et souverains.”¹¹

Un document émanant des forces argentines de sécurité proposait les pistes d'action suivantes:

“Ordre du jour de la rencontre avec le G 2 paraguayen qui aura lieu à Asunción les 27 et 28 juin 1978

(...)

- Harmoniser et proposer une fiche d'antécédents pour l'identification et l'enregistrement des personnes impliquées.
- Harmoniser les normes procéduriales face à l'apparition de groupes politiques antagoniques opérant dans les zones frontalières.
- Fixer une date convenant à tous pour la prochaine réunion bilatérale à Buenos Aires.
- Estimer l'évolution probable de la situation subversive et coordonner les mesures de contre-espionnage pour une action conjointe des deux armées.”¹²

Ces réunions entre chefs de la répression latino-américaine se sont tenues régulièrement jusqu'au milieu des années 80. En juillet 1982 s'est tenue à Asunción la 8ème Conférence bilatérale du renseignement entre les armées du Paraguay et du Chili. Dans les archives des enquêtes on trouve le programme de cette réunion:

“(...)

Lundi 26 juillet

8 H 00

Salutations cordiales

- à Son Excellence le ministre de la défense nationale le général de division (cadre de réserve) Marcial Samaniego
- au chef d'état-major des forces armées le général de division Alejandro Fretes Dávalos
- au sous-chef d'état-major des forces armées le général de brigade Benito Guanés Serrano (...)

15 H 00

- Ouverture de la conférence
- 1ère séance de travail. Sujet: évolution de la situation subversive en Amérique latine, à la charge respective des délégations du Paraguay et du Chili

18 H 00

Discussion sur le sujet

Tenue: de service (...)

Mardi 27 juillet

8 H 00

2ème séance de travail. Sujet: évolution de la situation subversive dans le pays, à la charge de la délégation paraguayenne (...)

¹¹ Dossier 147, septembre 1977.

¹² Livre D 6, page 1055. Document sans entête ni date.

Mercredi 28 juillet

8 H 00

3ème séance de travail. Sujet: évolution de la situation subversive dans le pays, à la charge de la délégation chilienne

11 h 00

Discussion sur le sujet

Tenue: de service (...)

15 H 00

4ème séance de travail. Analyse des sujets d'intérêt commun

Conclusions. Accords. Acte final. (...)

21 H 00 - Dîner offert par le chef de la délégation chilienne, le général de brigade Arturo Alvarez Sgoglia, à la résidence de l'ambassadeur du Chili.

Tenue: de réception d'hiver." 13

Les trois journées suivantes ont été consacrées par les hommes de confiance de Pinochet à des dîners, des cérémonies d'hommage et des promenades dans l'intérieur du pays. Ils avaient rempli leur mission de consolidation de "paix intérieure" du sous-continent.

(3 - Formation supérieure au renseignement)

A partir de 1979, des officiers de la police paraguayenne ont bénéficié de bourses et de cours de formation dans des organismes de répression en Argentine. Le commissaire de police Alberto Cantero a ainsi été sélectionné pour le cours de renseignement organisé à Buenos-Aires:

"PRÉSIDENCE DE LA NATION ARGENTINE
Secrétariat du renseignement d'Etat

Buenos-Aires, le 18 septembre 1979

Au Chef du IIe Département de l'état-major général,
général de brigade D. Benito Guanes Serrano
Paraguay

Honorable Général,

J'ai le plaisir de m'adresser à vous pour transmettre une invitation à trois membres de votre service (du grade de colonel, de lieutenant-colonel et/ou hauts fonctionnaires civils) pour suivre un cours supérieur de renseignement qui sera donné par notre secrétariat du renseignement d'Etat à Buenos-Aires du 1er au 30 novembre 1979.

Ce cours traitera des sujets suivants:

- renseignement et contre-espionnage,
- subversion et terrorisme,
- moyens de communication sociale. (...)

Je suis persuadé du caractère indispensable, pour la sécurité de nos nations, des très importants efforts à fournir pour que nos capacités de renseignement soient à la hauteur de la situation régionale, continentale et mondiale.

En ce qui concerne les frais de logement, de nourriture, de transport, de local et de sécurité, ils seront à la charge de notre secrétariat. (...)

(Signature illisible)" 14

13 Livre D 6, page 855.

14 Livre E 10, page 532.

Ce cours a été dispensé quotidiennement de 8 H 30 à 13 H 00 à l'Ecole de mécanique de la marine de guerre, lieu de détention et de disparition de milliers d'Argentins¹⁵. Les invités étrangers ont été logés à l'Hôtel Sheraton et l'invitation conseillait d'apporter "des vêtements de demi-saison et de sport".

Le 6 octobre de cette année 1979, le commissaire Cantero a été convoqué à l'état-major afin de "recevoir des instructions pour son voyage en République argentine". Dans un autre livre¹⁶, on constate que Pastor Coronel est l'inspirateur du décret qui autorisait Cantero à participer au cours du SIDE (Secrétariat du renseignement d'Etat); c'est également lui qui a procédé à l'achat du billet d'avion au nom de Cantero et qui lui a attribué 600 dollars d'argent de poche.

L'année suivante, le général de division Alejandro Fretes Dávalos, chef d'état-major, a demandé à Pastor Coronel de désigner un autre officier du Département des enquêtes pour assister au même cours¹⁷. Mais le nom du bénéficiaire de la bourse n'est pas consigné dans les archives.

Pour le cours de 1981, c'est le commissaire Oviedo qui a été désigné:

*"Ministère de l'intérieur
Asunción, 19 octobre 1981
Note n° 448
Au chef de la police de la capitale,
le général de division Don Francisco A. Brítez*

J'ai le plaisir de m'adresser à vous pour vous demander de prendre les dispositions nécessaires pour que le commissaire D.A.E.F. Victorino Oviedo Olmedo, qui doit se rendre en République argentine du 2 au 25 novembre de l'année en cours pour y suivre le cours supérieur du renseignement d'Etat, se présente au IIe Département d'état-major général ce mercredi 28 à 07 H 30, sur ordre du commandant en chef des forces armées de la nation. (...)

*Sabino Augusto Montanaro
ministre "18*

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

¹⁵ La célèbre ESMA de Buenos-Aires, cf. DIAL D 1932 (NdT).

¹⁶ Livre C "janv. 78-déc. 79", notes n° 204 et 208.

¹⁷ Dossier 246, page 1658.

¹⁸ Conteneur Pq 53, 19 octobre 1981.